Dimanche, 9 septembre 1849. EDITION DU MATIN. 1re année. — N° 97.

LA TRIBUNE DES PEUPLES

JOURNAL QUOTIDIEN.

BUREAUX : RUE NEUVE-DES-BONS-ENFANTS, N° 7.

ABONNEMENTS.	Un an.	Six mois.	Trois mois.	Un mois.
PARIS. . . .	24 fr.	12 fr.	6 fr.	2 fr. »»
SEINE. . . .	28 »	14 »	7 »	2 50
DÉPARTEMENTS .	32 »	16 »	8 »	3 »»
ÉTRANGER . .	32 »	16 »	8 »	» »»

Tout ce qui concerne l'Administration et les abonnements doit être adressé à l'Administrateur du journal.

Les lettres non affranchies seront refusées.

L'UN DES RÉDACTEURS GÉRANT : ALPHONSE HERMANT.

ANNONCES.

Une à neuf fois dans un mois, la ligne. .	» fr. 80 c.
Dix fois dans un mois.	» — 80
Réclames.	2 — »»
Faits divers	3 — »»

Les manuscrits déposés ne seront pas rendus. — Tout ce qui concerne la Rédaction doit être adressé à M. Eugène CARPENTIER.

Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque mois.

Impr. centrale des Chemins de fer de NAPOLEON CHAIX, r Bergère, 20

Pacte fraternel avec l'Allemagne ;
Affranchissement de l'Italie ;
Reconstitution de la Pologne libre et indépendante.

(Ordre du jour de l'Assemblée nationale du 24 mai 1848.

POLITIQUE GÉNÉRALE.

PARIS, 8 SEPTEMBRE 1849.

La presse continue de s'occuper de la lettre de M. le président de la République.

M. le président va bientôt se trouver, à l'égard de son ministère, dans les mêmes difficultés que le général Rostolan commence déjà à éprouver à Rome de la part des membres rétrogrades du sacré collége. Ce qui se passe à Rome doit nécessairement et infailliblement arriver à Paris. Les ministres qui dirigent nos affaires et les cardinaux qui, au nom du général Oudinot, gouvernaient Rome sont solidaires. Ils agissent les uns et les autres au nom d'une même idée. Ils servent un même intérêt. Ils emploient les mêmes moyens. Ils auront le même sort.

Vieux parti qui sait tout et qui impose par son savoir à l'inexpérience des politiques révolutionnaires, mais qui ne peut rien dès qu'il s'agit de mettre en œuvre ses belles théories ! Y a-t-il rien de plus beau en effet que de rétablir la vieille monarchie avec ses *grandeurs* et la vieille religion avec ses *pompes*. Les rétrogrades conservent la tradition des grandeurs monarchiques. Ils font des études spéciales sur les *pompes* de l'Eglise. Hommes de la forme, artistes en religion et en politique, ils sont convaincus qu'il suffit de rétablir à Versailles et aux Tuileries le service régulier des gentilhommes ordinaires de la chambre du roi, des écuyers et des chambellans, pour y réinstaller la royauté. L'essentiel pour eux c'est de refaire la forme. L'esprit viendra s'y loger comme il pourra.

On en a fait la tentative à Rome. On y a rouvert les trois cent soixante basiliques et églises. Le gendarme français en garde les portes et y fait l'office de bedeau. Le général Oudinot publie à son de trompes accompagnées de roulements de tambour ses *mandements*. La police française accorde sa protection toute puissante aux princes de l'église militante. Le général Oudinot délègue ses pleins pouvoirs au Saint-Père, qui lui accorde en échange des indulgences plénières. Le parti rétrograde en France s'applaudit d'avoir rétabli à Rome la religion catholique. Les cardinaux félicitent à leur tour la France de posséder un gouvernement qui a l'air de ressembler à une quasi-légitimité.

L'encyclique de M. le président de la République, publiée hier dans le *Moniteur*, vint inopinément troubler les joies de cette fête de la résurrection cléricale, royaliste et philippiste.

Le système rétrograde, tout beau et tout rétrograde qu'il fût en théorie, rencontra dans l'application des difficultés inattendues.

Les généraux français, mis une fois en rapport avec le cardinalat romain, ne trouvèrent pas en lui ces perfections idéales que notre ministre de l'instruction publique et ses adhérents persistent à lui supposer. La foi que les généraux français pouvaient avoir dans l'infaillibilité des théories rétrogrades en est fortement ébranlée. Le général Rostolan paraît enfin avoir compris le rôle qu'on lui fait jouer. On s'est servi de lui pour accomplir certains projets religieux et politiques que le général Rostolan, en sa qualité d'homme d'exécution, ne peut ni ne doit avoir la prétention de pénétrer.

Nous étions toujours convaincus que la néo-sainte-alliance parisienne, dans ses rapports avec M. le président de la République française, suivait la même politique que les cardinaux de Rome pratiquent à l'égard de son représentant, le général Rostolan. Nous ne sommes donc nullement surpris du désaccord qui commence à se manifester entre la pensée présidentielle et la pensée du cabinet français. Tout le monde en prévoit déjà les suites. Les meneurs des partis politiques prennent en conséquence des positions nouvelles.

Le parti le plus puissant, celui des Orléanistes, représenté par le *Journal des Débats*, n'avait pas, on s'en souvient, approuvé ni appuyé l'expédition de Rome. Il s'en effrayait comme il s'effraie de tout ce qui ressemble à un acte d'initiative et de force. Il appelle tout cela du hasard. Il ne reconnaît, comme on sait, d'autre dieu que le hasard; mais il n'aime pas à tenter son dieu. Toutefois, comme le hasard s'est décidé à son profit après la prise de Rome et la destruction des libertés publiques dans cette ville, le *Journal des Débats* accepta de bonne grâce le fait accompli. En vue de ce qu'il espérait voir bientôt s'accomplir (la restauration du pape en paix avec la France, en paix avec l'Espagne, l'Autriche et surtout avec la Russie), le *Journal des Débats* vota à notre ministère un bill d'indemnité. La lettre de M. le président l'oblige à changer de tactique. Il revient à ses anciennes prédictions sur les funestes conséquences de l'expédition de Rome, et il conseillera bientôt à M. le président, nous en sommes sûrs, de désavouer sa lettre, de désavouer tous les faits et gestes de MM. Oudinot et Rostolan, de ramener au plus vite nos soldats en France, et de rentrer enfin dans ce qu'il continue à appeler le concert européen.

Le parti orléaniste est avant tout européen. Tout ce qui trouble l'Europe menace l'existence du *Journal des Débats*. Tout ce qui entrave l'action de la France est propice à l'Europe. Réduire à la nullité la plus complète la politique française c'est, d'après le *Journal des Débats*, le seul moyen d'assurer les intérêts de l'Europe. Où est cette Europe orléaniste? Faut-il la chercher à Londres, à Pétersbourg ou à Rome? Quelle est la nation, quel est le gouvernement, où est l'individu qui représente cette Europe-là? C'est ce que le *Journal des Débats* se garde bien de nous dire. D'autres le disent bien pour lui. Le parti légitimiste pur est beaucoup plus franc et plus explicite. Quant au parti cosaque, il est la franchise même.

On n'a qu'à lire le dernier numéro de l'*Assemblée nationale*; ce que le *Journal des Débats* ne fait qu'espérer, ce que le parti légitimiste appelle de ses vœux, l'*Assemblée nationale* l'établit en principe et en fait.

Le légitimisme, l'ordre, l'Europe, la république honnête et modérée, toutes ces expressions hypocrites derrière lesquelles se cache la pensée intime des rétrogrades, l'*Assemblée* en trahit le sens précis. Tout cela ne signifie autre chose que *la Russie*, laquelle est incarnée, comme on sait, en la personne de l'empereur de Russie.

Ainsi, dans la supposition d'un conflt prochain entre M. le président de la République et le système gouvernemental qu'il tolère ou subit jusqu'à présent, on proposera, de la part des orléanistes, l'inaction, et de la part des légitimistes un mouvement plus prononcé en arrière. Les uns conseilleront au gouvernement de s'incliner encore plus bas devant l'Europe, les autres d'agir franchement de concert avec l'Europe, au lieu de conspirer avec elle, comme l'ont fait jusqu'à présent les rétrogrades.

Quant à nous, il nous semble que M. le président de la République n'a que faire de ces conseils perfides. Il lui suffirait, pour déterminer sa politique ultérieure, d'apprécier les difficultés de la position du général Rostolan. M. le président se trouvera tôt ou tard, nous l'avons dit, dans le même cas. Il n'y a rien de plus urgent pour lui que de prendre dès aujourd'hui une décision. Rien n'est plus facile : il n'a qu'à faire usage de la lettre qu'il vient d'adresser au général en chef de l'armée française à Rome. A l'égard des rétrogrades du cabinet, M. le président de la République n'a qu'à prendre l'attitude qu'il ordonne à M. le général Rostolan de garder envers les cardinaux et les prélats de la ville éternelle.

Les journaux qui nous viennent de l'étranger et les correspondances particulières nous apportent chaque jour le récit des odieux traitements auxquels les martyrs de la démocratie européenne sont en proie de la part des vainqueurs du parti de l'ORDRE.

Partout où la démocratie, trahie par le sort, a capitulé devant le nombre, elle a été traitée avec les dernières rigueurs de la vengeance, et cela au mépris des engagements les plus solennels.

Partout des actes de proscription et de tyrannie sanguinaire; l'arbitraire du crime est à l'ordre du jour! Les prisons regorgent de patriotes, les fusillades et les égorgements continuent; on bâtonne les femmes, on fusille, on pille, on incendie. L'Autriche et la Russie épouvantent l'Europe chrétienne de ces actes de froide barbarie que l'histoire, depuis longtemps, avait désappris d'enregistrer.

Ces deux puissances poussent jusqu'à ses limites extrêmes leur implacable politique de répression. C'est la politique mongole imposant sa domination par la terreur, par le cynisme et les orgies de la cruauté. Les traditions de cette politique, soigneusement conservées par la Russie, sont mises aujourd'hui en pratique par l'Autriche. A cette dernière était réservé le rôle le plus hideux : la Russie remporte les victoires, fait des prisonniers, mais elle les livre ensuite à l'Autriche qui se charge, elle, du soin de les égorger.

Et dire que de tels attentats sont excusés en France par les journaux de la réaction ! L'*Assemblée nationale*, l'un des organes officiels du parti *honnête et modéré*, en parle dans son numéro d'hier avec ce ton de froideur suffisante qui lui est propre et qu'elle prend, sans doute, pour celui d'une impassible supériorité. Elle fait de la cruauté arrogante et voilà tout. Nous comprenons, dit-elle, les exigences et les fatalités de la politique, mais nous ne nous expliquons pas d'inflexibles rigueurs devenues inutiles.

Toutefois, l'*Assemblée nationale* « sait bien qu'il faut faire en tout cela la part de la réaction soldatesque et populaire; les gouvernements ne sont pas toujours les maîtres de diriger la victoire. Ainsi les Croates, les Autrichiens, les Bohêmes ont exigé des exécutions militaires contre les Hongrois, etc. » C'est au mieux ! Vous verrez que les gouvernements sont purs de tous ces excès consommés à froid. C'est le *populaire* qui a le goût du meurtre, et il faut bien parfois lui en passer la fantaisie. Ces braves Croates ! l'Autriche pouvait-elle raisonnablement leur refuser quelques heures de sac, de viol et de tuerie ! Le croire, c'est ne rien entendre aux exigences *honnêtes* et *modérées* de la politique de l'ORDRE. Quand la chasse est terminée, ne sonne-t-on pas la curée à la meute ? Le lion de la démocratie est à bas ; à vous donc ses dépouilles, molosses de l'autocratie ! Le sang d'ailleurs entretient l'appétit du sang, et l'Autriche, non moins que la Russie, a besoin de perpétuer chez elle les instincts de la férocité.

Disons-le de suite et bien haut:

S'il est quelqu'un qui nous inspire plus de dégoût que le bourreau et son valet, c'est celui qui les encense!

Cependant, en présence de tels excès, quelle est l'attitude du gouvernement de la République? Proteste-t-il au nom du sacré principe des nationalités, au nom de l'humanité? S'interpose-t-il au moins par sa diplomatie entre la brutalité du vainqueur et le bon droit du vaincu?

FEUILLETON DE LA TRIBUNE DES PEUPLES

DU 9 SEPTEMBRE 1849.

SOUVENIRS DIPLOMATIQUES (1).

Comment l'Angleterre et la Russie font leurs affaires en Asie. — L'avènement au trône de Perse de Mohammed Chah le Kadjar. — Journal tenu sur les lieux en 1834.

XVIII.

Village de Sarumsaklou, 21 et 22 octobre.

Les choses prennent un bon aspect. Le joli mot de Mirza Ioussef, qui est attaché à la personne du kaïmakam pour l'amuser, est à l'ordre du jour. C'est un compliment à l'adresse des deux ambassadeurs; le mirza a dit qu'ils sont « *les deux pôles* » de l'axe autour duquel tournent les affaires de la Perse. Le mot *kutb*, pôle, se dit aussi d'un homme accompli et parfait. Cela s'applique aussi à ce que la Russie est au nord de la Perse et les Indes anglaises au midi. Les Persans raffolent des paroles à double entente. Une bonne partie de la journée s'est passée à célébrer l'anniversaire du sacre de l'empereur. Le kaïmakam est venu voir le général Simonich entouré de toutes les sommités de la cour du jeune chah. On se félicite, on fume et on avale une prodigieuse quantité de liquides orthodoxes, café, thé, cherbets, etc., au bruit des salves d'artillerie.

On a reçu des nouvelles de Téhéran. La tête du kaïmakam est mise à prix pour 50,000 tomans ou fr. 600,000 ! Malgré lafrayeur qu'il a ressentie en apprenant cette nouvelle, il en parle avec une espèce de joie et fait valoir son mérite.

Le prince Imam Verdi Mirza, frère germain de Roknoudoulète, marche sur Cazbine avec sept pièces d'artillerie et 5,000 cavaliers qui peuvent s'augmenter du triple dans le trajet. Le kaïmakam a proposé aux ambassadeurs d'écrire collectivement au prétendant pour l'engager à se soumettre à son souverain légitime, et même à lui garantir sa sûreté personnelle ainsi que l'oubli du passé.

Il n'y a qu'une garantie de la part des représentants des puissances européennes qui puisse avoir du poids à Téhéran. Les princes kadjars se sont trompés l'un l'autre si souvent, qu'aucune transaction de quelque nature qu'elle soit, ne saurait avoir lieu entr'eux.

XIX.

De la ville de Zendjane, 23 octobre.

Nous avons trouvé sir H. Bethune avec 24 pièces de son artillerie. Il s'est retranché à l'entrée de la porte qui donne sur le grand chemin de Téhéran.

Après beaucoup de pourparlers de part et d'autre, les ambassadeurs ont consenti à signer collectivement une lettre dictée par le kaïmakam de la teneur suivante :

« Considérant que le prince Roknou-Doulète avait demandé à S. M. Mohammed chah, souverain légitime de Perse, la faveur de garantir et d'assurer l'avenir du prince Zilli Sultan, oncle de S. M., ainsi que l'avenir de ses autres oncles et de leurs familles, par un acte revêtu des signatures des deux grands ambassadeurs de Russie et d'Angleterre; nous représentants de leurs majestés, nos souverains augustes, résidant par leur ordre près la cour du Padichah de Perse, avons déclaré et déclarons que : 1° Aussitôt que le Zilli Sultan, prince dont l'élévation égale celle du firmament céleste, et dont l'étrier ressemble au croissant de la lune, aura prêté l'oreille aux conseils que nous lui donnons au nom de nos deux puissants monarques, de ne pas s'opposer en quoi que ce soit à la dernière volonté exprimée dans des firmans spéciaux du feu chah, son auguste père, et de renoncer à l'empire, à la couronne et à la succession du trône de Perse en faveur de Mohammed chah, son souverain légitime, à compter du jour de la réception de cet acte, qui doit parvenir à Téhéran le dix du mois de chéaban courant, nous promettons et nous garantissons que S. M. le chah ne gardera aucun souvenir dans son auguste cœur, de tout ce que le prince Zilli Sultan a fait antérieurement de contraire aux dernières volontés du feu souverain, en possession des joies du paradis.

» Si le prince Zilli Sultan se conforme, dès à présent, à ces vœux par nous ci-dessus énoncés, et s'il persiste à l'avenir à s'y conformer, S. M. Mohammed chah, de son côté, n'attentera aucunement à ses jours, ni à l'intégrité d'aucun des membres de sa personne vénérée; bien au contraire, S. M. veillera avec une sollicitude affectueuse au bien-être et à l'honneur du moral et du physique de son oncle. Tous les autres oncles de S. M. le chah de Perse, leurs familles, ainsi que tous les serviteurs du feu roi de glorieuse mémoire, qui à compter du dixième jour du chéaban courant, d'insoumis et réfractaires qu'ils étaient seraient devenus obéissants et dociles aux ordres de leur souverain légitime, seront graciés et jouiront du bonheur d'un oubli total de leur conduite passée. Tant qu'ils serviront, leur nouveau maître avec le zèle et le dévoûment dont ils ont fait preuve à l'égard du feu chah, il ne sera rien changé en ce qui regarde la jouissance des places, des traitements, des palais, et autres avantages et commodités qu'ils ont possédés. S. M. les leur conservera et ne songera à les en priver que dans le cas d'un crime de leur part, ce dont Dieu les préserve!

» *Donné dans la ville de Zendjane, 3e jour de la lune de Chéaban, l'an 1250 de l'hégire, correspondant au 23 octobre 1834 de l'ère des chrétiens.* »

Avant que de signer cette feuille d'amnistie, les ambassadeurs se sont fait donner un firman autographe de S. M. par lequel le chah s'engageait à faire exécuter fidèlement toutes les garanties promises.

XX

Zendjane, 24 octobre.

Les employés des deux ambassades qui sont restés à Tauris sont tous venus par la poste à cheval rejoindre leurs chefs. Nous demeurerons ici jusqu'au 26 exclusivement. Il pleut à verse. Il n'est pas prudent de se remettre en route avec de l'artillerie avant que les chemins ne soient secs, ce qui au reste ne demande qu'un jour de soleil, les sables arides des plaines de la Khamsa absorbant les eaux pluviales aussitôt qu'elles sont tombées.

Le kaïmakam veut faire tout par lui-même. Sa prodigieuse mémoire l'aide beaucoup; cependant, tout homme extraordinaire qu'il soit, il ne peut éviter les confusions et les bévues fréquentes.

A nos observations concernant l'ordre qu'il devrait observer dans sa correspondance officielle, il répond en riant : « Vous ne connaissez pas la Perse, le désordre nous est tout aussi indispensable que l'ordre chez vous. C'est uniquement grâce au vague et à l'incertain de nos affaires, que nous existons. On nous croit plus riches, plus habiles et plus puissants que nous ne le sommes, et cela en impose à nos ennemis. Donnez-leur une connaissance exacte de nos ressources, et c'en est fait de nous. Ajoutez à cela qu'eux aussi sont des persans dans toute la force du terme et que par conséquent ils ne comprennent rien à vos habitudes d'ordre et de méthode. »

L'armée se complète, voici ce que nous avons dans notre camp en fait de troupes régulières : le bataillon khasséi bebaderan 947 hommes, colonel Samson Khan; le bataillon Khasse deuxième, 890 hommes, colonel Mohammed Khan; le bataillon Karadag, 805 hommes, colonel Mensour Khan; le bataillon Khoï, 724 hommes, colonel Mahmoud Aga; le bat; Maraga, 543 hommes, colonel Husséin Pacha; une compagnie de serbazes Beharlou, 195 hommes. L'artillerie, sous les ordres de sir Henri Bethune, compte 425 hommes et 24 pièces, dont quatre de 18, six de 12, dix de 6 et quatre de 4 ; total 4,104 hommes. On a choisi parmi la cavalerie irrégulière, fournie par les tribus nomades, 2,020 hommes d'élite dont une partie ouvrira la marche, l'autre sera affectée à d'autres usages. Le roi, avec sa suite et le corps diplomatique, occupe le centre du corps expéditionnaire en marche. Deux cabriolets, sortis des ateliers de Saint-Pétersbourg, contrastent singulièrement au milieu de toute notre cavalcade; le roi est dans l'un à cause d'une

(1) Voir les nos des 1er, 2, 5, 6, et 8 septembre.

Ce devoir de fraternité et de solidarité des Peuples proclamé en Février par la République française, le gouvernement y est-il fidèle ? le remplit-il dans la mesure de ses forces?

A cela on nous répond par mille raisons de politique majeure, telles que la paix européenne, l'équilibre européen, l'entente internationale, les traités de 1815 même! toutes choses bonnes à maintenir, à ce qu'on prétend, dans l'intérêt bien entendu de la France.

L'intérêt de la France est avant tout un intérêt moral : c'est son honneur à conserver intact, c'est sa parole donnée à respecter et à faire respecter.

Nous savons que certains hommes de gouvernement ont pour expliquer et pour légitimer les crimes d'Etat une morale toute prête et qui est particulière, suivant eux, à la politique; une morale qui déroute toutes les idées reçues du juste et de l'injuste; mais, pour notre compte, nous avouons ne pouvoir ni la comprendre ni l'accepter.

Dans la vie pratique ordinaire, quand le hasard nous a donné pour voisins des hommes de rapines et de meurtres, que faisons-nous? Si l'on ne se sent pas le courage ou la puissance de voler au secours de leurs victimes, de mettre fin par la force à leurs violences, au moins a-t-on la dignité de ne plus les voir; on les tient à distance; à l'occasion on ne leur dissimule pas l'éloignement et le mépris qu'ils nous inspirent; en un mot, on leur fait sentir qu'on n'accepte pas la solidarité du crime.

Voilà comment les choses se passent dans la pratique de la vie journalière : pourquoi n'en serait-il pas ainsi dans la vie politique? Y a-t-il donc une morale pour la vie politique et une morale pour la vie privée ?

Les habiles et les roués souriront sans doute de la naïveté de nos questions ; nous n'en persistons pas moins à les poser. C'est au bon sens et à l'équité native du peuple que nous nous adressons.

LES INTRIGUES(1).

III.

LES ORLÉANISTES.

Les intrigues de la légitimité ne sont pas les seules qui tourmentent la France : les vampires orléanistes la menacent aussi. Qui s'en serait jamais douté!

On se rappelle ce roi tombé sous les coups du mépris public qui fuyait abandonné de tous ceux auxquels il avait livré l'or et l'honneur de la France. Eh bien ! cet homme qui n'eut pas « quatre hommes et un caporal » pour l'escorter dans sa fuite voit maintenant l'intrigue se tourner de son côté; il a des flatteurs! Que voulez-vous, le courage est revenu aux loups-cerviers! Ils se rappellent ce temps heureux où Louis-Philippe leur livrait les dépêches télégraphiques, les emprunts, les chemins de fer. Ils se rappellent ce temps heureux, et ils intriguent pour nous le ramener. Dans ce but ils parlent de la prospérité dont jouissait la France sous les Orléans, ils s'efforcent de nous la faire regretter. C'est-à-dire que dix-huit mois sont à peine écoulés depuis la révolution, et ils veulent faire supprimer cette révolution par ceux-là même, qui l'ont faite.

Nous comprenons que ces messieurs de la haute banque regrettent le bon temps de Louis-Philippe : c'était, en effet, un bien bon temps pour eux!

Quelle prospérité !

Les budgets allaient de déficit en déficit; le Trésor courait d'emprunt en emprunt; on en était à la banqueroute.

Quel régime que celui-là ! En tombant il nous laissa à solder une dette de huit cents millions et quelque chose comme quatre cents millions qu'il avait mangés aux classes ouvrières à l'aide des caisses d'épargne.

Le grand homme qui gouvernait alors la France ! Comme il y a de presse de lui rendre la direction de nos destinées !

En effet, la prospérité était grande alors pour l'aristocratie financière, mais pour le Peuple, pour les petites gens, pour le trésor public? demandez à M. Passy !

Ils intriguent donc pour nous rendre ces temps heureux, l'âge d'or de l'agiot, ces temps où la banqueroute florissait ! Ils intriguent pour rendre le pouvoir à cet homme qui, sur le trône de France, n'eut qu'une préoccupation : l'arrondissement de sa fortune privée.

Pourtant il nous semble que cette époque n'est pas encore assez éloignée pour que la France ne se rappelle l'amertume de ses fruits. Croit-on que nous avons oublié l'abandon de la Pologne, de l'Italie, de la Belgique et de l'Egypte? S'imagine-t-on que sont sorties de notre mémoire les persécutions contre la Suisse et l'indemnité Pritchard? Et on vient nous proposer de refaire ce passé que la France a si énergiquement flétri en février !

Y songent-ils bien ceux qui nous proposent pareille chose ? Est-ce sérieusement qu'ils demandent à la France qu'elle consente à confier ses destinées encore une fois à ces hommes qui non seulement ont ruiné ses finances, mais encore qui ont traîné son drapeau dans la boue?

Y songe-t-on de nous parler de nous rendre ce gouvernement qui a produit les Gudin, les Teste, les Praslin et tant d'autres?

Y songent-ils bien, n'ont-ils pas perdu toute pudeur ces hommes qui osent vanter le gouvernement d'un homme qui n'eut jamais d'autre ambition que celle de satisfaire ses intérêts personnels au détriment des intérêts nationaux; d'un homme qui, pour faire entrer quelques écus dans son coffre, sacrifia les plus belles forêts de l'Etat, l'espoir de notre marine.

Nous comprenons que les hommes qui vivaient de la corruption semée par le dernier roi de France veuillent restaurer le grand prêtre de cette corruption; nous comprenons encore que ces hommes intriguent dans ce but; mais que sérieusement ils osent en faire la proposition à la France, voilà qui est incroyable! Est-ce qu'ils s'imaginent que les Français sont des marionnettes qui tournent à la disposition du premier intrigant venu! Par soixante années de révolution, la France a cependant prouvé que sa volonté était inébranlable, qu'elle était inflexiblement décidée à parcourir la route du progrès.

Que veulent donc alors les adorateurs du veau d'or?

Nous les engageons à se tenir en repos; qu'ils laissent Louis-Philippe et sa famille où ils sont : la France a assez du « *chacun chez soi, chacun pour soi*; » elle ne veut plus des grands hommes de « *la paix à tout prix.* »

(1) Voir les numéros des 6 et 8 septembre.

On lit dans la *Presse* de ce matin :

L'insertion dans le *Moniteur* de la lettre du président de la République, adressée à M. Edgar Ney, imprime à la politique une direction toute nouvelle, de laquelle peut sortir une guerre générale. En présence de cette éventualité, qu'on aura fait naître comme à plaisir, agiter la question de désarmement, ce serait presque se rendre coupable d'une trahison envers la France.

Entre deux trahisons : trahir le Budget et trahir la France, nous choisissons la moindre; nous préférons abandonner le Budget aux périls qui le menacent.

Cet entrefilet, jeté négligemment et comme perdu dans les vastes colonnes de la *Presse*, mérite néanmoins un examen des plus sérieux.

De la part d'un homme aussi intelligent et qui a, pour le jugement des événements courants, qu'on nous pardonne l'expression, *autant de nez* que M. de Girardin, abandonner tout d'un coup l'idée du désarmement, qu'il préconisait hier encore avec une chaleur aussi convaincue, est un acte grave et qui exprime l'imminence de la situation mieux que nous ne le ferions nous-mêmes.

Nous nous étonnons seulement qu'il ait fallu l'apparition de la lettre du président pour amener la *Presse* à s'élever à la hauteur de la situation.

Comment peut-il y avoir des hommes politiques sérieux qui n'aient pas compris que cette lettre n'est qu'une des mille éventualités qui pesaient sur cette situation, et qui auraient fait du désarmement, hier aussi bien qu'aujourd'hui, non seulement une faute politique capitale, mais c'est la *Presse* qui le dit, une TRAHISON ? Est-il, en conscience, un seul gouvernement, quelque réactionnaire qu'il fût, qui eût osé prendre, en ce moment, la responsabilité du désarmement?

Désarmer, quand la Russie victorieuse, la Prusse et l'Autriche se tournent vers la France avec un million d'hommes et des intentions plus que suspectes! Quand la position odieuse que nous-mêmes avons prise à Rome pose la question européenne sur le terrain de la guerre avec une implacable logique !!...

La *Presse* nous répondra qu'elle a toujours blâmé énergiquement l'expédition de Rome; nous le savons. La *Presse* professe, en fait de politique générale, le principe absolu de la non-intervention, la doctrine du *chacun chez soi, chacun pour soi*; mais sans discuter ici la valeur de cette doctrine en elle-même, qui ne voit que dans les circonstances données, et quand l'absolutisme est résolu à dépenser son dernier écu et son dernier soldat pour écraser l'esprit nouveau, vouloir que la Révolution *désarme* ce n'est pas autre chose que lui dire de tendre la gorge au couteau de ses ennemis ?...

Plusieurs journaux ont rapporté la lettre écrite par le ministre des affaires étrangères du Piémont à M. de Tocqueville, pour le remercier de ses bons offices dans ses démêlés avec l'Autriche. Or, voici ce que nous trouvons dans un document qui se trouvait au nombre des pièces communiquées à la chambre des députés du Piémont :

« C'est ici le cas de citer les dépêches de M. de Tocqueville au ministre de France à Turin, et de faire voir combien le gouvernement français a pris peu d'intérêt à notre position, au moment où nous avions le plus besoin d'être soutenus par lui. Cette circonstance expliquera comment nous avons dû porter notre offre à 75 millions. »

Fiez-vous après cela aux lettres diplomatiques.

On lit dans le *Tempo*, journal de Naples, à la date du 27 août :

« Le général Oudinot, qui a reconnu dans les paroles de sa Sainteté le profond désir qu'elle éprouve de rentrer dans Rome repentante, soumise et pardonnée, a cru pouvoir parler du prochain retour du Saint-Père dans la ville éternelle. Ce retour aura lieu certainement, et tous ceux qui entourent le souverain pontife, ainsi que lui-même, voudraient que ce jour fût prochain; mais tout le monde comprend que l'ordre doit être raffermi, et l'autorité pontificale rétablie, consolidée, avant que ce retour si désiré puisse avoir lieu.

Le *Tempo* est l'organe de la cour de Naples. Le pape est le commensal du roi de Naples. Cet article exprime donc les intentions de la cour de Gaëte. Il n'y est question que de Rome repentante et soumise, de l'autorité pontificale rétablie et consolidée. Pas un mot sur les institutions libérales promises par M. Barrot.

L'expédition d'Italie est partie le 20 avril. Nous sommes au 8 septembre.

Plusieurs journaux et correspondances d'Allemagne confirment la nouvelle qu'on songe sérieurement, à Berlin, à opérer un nouveau démembrement du grand-duché de Posen, dont on rattacherait les diverses parties aux provinces prussiennes avoisinantes, en laissant seulement une sorte d'administration polonaise à quelques districts autour de Gnésen. Par ces mesures, que provoquent les germanophiles, la ville de Posen, où ils comptent beaucoup des leurs, perdrait énormément ; quant aux Polonais, ce nouveau partage de leur patrie, déjà le huitième ou le neuvième entre parenthèses, ne les étonnera guère; ils y verront au contraire la preuve que la Pologne n'est pas encore morte, puisque ses trois oppresseurs éprouvent le besoin de s'acharner ainsi contre elle.

Il paraît que les derniers succès ont impressionné l'empereur Nicolas jusqu'à lui faire oublier la courte histoire de la guerre hongroise. Il a certainement à se féliciter d'une catastrophe qui tourne d'une manière si inattendue à son profit. Mais l'attribuer exclusivement à son armée, croire que cette campagne honorera les Russes et leur crier gloire, c'est trahir une joie excessive, une exaltation trop inconsidérée. Il y a eu victoire, on ne peut pas en douter, mais quelles sont les batailles victorieuses qui autoriseraient l'autocrate de parler à son armée, comme il le fait dans son ordre du jour, que nous publions aujourd'hui, sur le ton de Napoléon ? La discorde entre Kossuth et Gœrgey, la victoire du parti aristocratique des Hongrois sur le parti national, peut-être la trahison ou un mauvais calcul de Gœrgey, voilà le mérite passif de l'armée russe. Tous ces incidents l'autocrate les a oubliés dans son ordre du jour adressé à l'armée, ravi qu'il était de ce que la Hongrie se mettait à ses pieds et de ce qu'il croit avoir abattu une révolution de plus. Qu'il ne se hâte pas de triompher pourtant : la soumission d'un Peuple qui veut être libre pourrait lui causer plus d'embarras qu'une guerre même désastreuse, et ses enfants, comme il nomme ses soldats, auxquels il prodigue maintenant une gloire si peu méritée, pourraient bientôt prétendre à une gloire plus méritée et plus réelle.

Le *Daily-News* contient un article fort intéressant sur Gœrgey et les dernières phases de la guerre de Hongrie. Sans accuser le général de trahison proprement dite, l'article dont nous parlons établit d'une manière irrévocable qu'il fut avant tout *militaire*, mais très peu *patriote*. Il est évident, en effet, que Kossuth trouva toujours en Gœrgey un obstacle plutôt qu'un auxiliaire pour le grand objet de ses efforts, la conquête de l'indépendance de la Hongrie; aussi, dès qu'il se trouva hors d'état de concentrer le commandement de toutes les troupes entre les mains d'un de ses généraux polonais, force lui fut d'embrasser le funeste système qui, laissant à chaque commandant en chef carte blanche pour ses plans, dut faire aboutir cette anarchie à une capitulation à la Gœrgey. L'article du *Daily-News* est également remarquable comme appréciation des difficultés et des chances des Hongrois; il se trouve dans le *Galignani*, et nous le recommandons d'une manière spéciale à l'attention de tous les lecteurs sérieux.

Les lettres suivantes d'un officier polonais qui se trouvait dans l'armée hongroise donnent quelques détails sur les derniers événements en Hongrie:

Lugosz, le 13 août.

« Depuis notre sortie de Szegedin, nous nous sommes battus presque constamment pendant neuf jours. Le dixième jour Bem arriva à l'improviste en qualité de général en chef, et profitant de l'enthousiasme qu'il excitait dans l'armée, il voulut livrer une bataille décisive en se portant au devant de l'ennemi; deux fois l'ennemi fut forcé de reculer; deux fois il nous repoussa, et enfin le combat se termina par une défaite complète, au milieu de laquelle nous nous sommes miraculeusement sauvés.

Depuis Temeswar, l'ennemi ne nous poursuivit pas et nous laissa deux jours de repos. En attendant, Gœrgey, avec 25,000 hommes, se tenait encore près d'Arad. Bem, intrépide et toujours entreprenant, nous quitta avant-hier pour le rejoindre, dans l'espoir de tomber sur les derrières de l'armée qui nous poursuivait. Kossuth, s'étant croisé avec lui, est arrivé hier. Pour conserver l'honneur de la légion polonaise et pour la mettre en sûreté, Kossuth donna l'ordre de marcher vers le midi. Dembinski est parti hier pour Orsova. En partant, Bem me parla avec confiance de ses projets et de ses espérances, qui s'évanouirent devant la détermination de Gœrgey de se soumettre à la Russie, et notamment d'obtenir pour lui et tous ceux qui le désireraient des grades dans l'armée russe. Dieu a daigné nous épargner, et cependant les occasions de danger ne nous ont pas manqué. J'ai eu un cheval tué sous moi en passant une rivière bourbeuse sous le feu de la mitraille; j'ai échappé à la captivité, car je m'étais trouvé à trente pas de l'ennemi, que je prenais pour un détachement des nôtres. »

« Belgrade, le 24 août.

» La légion polonaise et italienne, au nombre de 800 hommes et 500 chevaux, est entrée sur le territoire serbe à Teké; les canons sont restés en Hongrie, les armes ont été remises aux Serbes. Un commissaire du gouvernement serbe est arrivé à Teké le 22, avec des instructions écrites et verbales pour rendre des services d'humanité autant que le comportent les circonstances. »

ANTILLES FRANÇAISES.

Malgré les avertissements réitérés de la presse démocratique, le ministère de la marine persiste dans la voie fatale où il s'est engagé. L'avenir des colonies est sacrifié à des intérêts de coterie. Chaque quinzaine le *steamer* des Antilles apporte les nouvelles les plus inquiétantes, et rien n'est fait pour améliorer une situation qui devient de jour en jour plus critique. Quand l'administration sort par hasard de sa torpeur, c'est pour révoquer quelque fonctionnaire

---

attaque de goutte qui l'a fait dernièrement beaucoup souffrir. Le général Simonich, amputé d'une jambe, est dans l'autre cabriolet. L'artillerie, précédée d'un détachement de cavalerie, marche en avant, le bataillon de déserteurs la suit immédiatement, le roi et sa suite après. Notre arrière-garde est formée de tous les autres bataillons de serbazes suivis et précédés par des troupeaux d'ânes et de mulets employés au transport. Les deux ailes de cette longue queue sont formées par la cavalerie nomade marchant en masse. A peu d'exceptions près la route, depuis Zendjane jusqu'à Téhéran, traverse des plaines à perte de vue, qui partout sont favorables au développement de grands corps de cavalerie.

XXI.

26 octobre, Village de Semanarkhy.

Nous voici en marche. Nous irons à petites journées. Les approvisionnements sont fournis par les villages adjacents. On ne les achète pas au comptant, mais en délivrant des bons ou quittances signés par le premier ministre, et qui doivent être reçus à compte lors du paiement des redevances annuelles que les paysans versent au trésor. Les *mohassils*, c'est à dire officiers royaux chargés de la perception des pailles hachées, orge, viandes et autres objet en réquisition, vont de village en village, accompagnés de détachements de cavalerie, pour préparer vingt-quatre heures d'avance tout ce qui est nécessaire. Les paysans ont bien de quoi subvenir à nos besoins, tous les blés sont déjà rentrés dans les greniers; mais ils craignent que, dans le cas où Mohammed chah ne réussirait pas à Téhéran, personne ne leur tienne compte de leurs fournitures. Aussi est-on souvent obligé d'user de violence, d'autant plus que les mohassils n'oublient pas leurs intérêts personnels et se font donner des présents en argent, tapis, etc., partout où ils le peuvent.

La cavalerie nomade n'est rien moins que belle. Les hommes sont bien faits, robustes, excellents cavavaliers; mais leurs montures, exceptés les chevaux des chefs, sont petites, maigres et de chétive apparence. Le règne long et paisible de Fetkh-Ali-Chah leur a fait oublier les habitudes de la vie des camps : chaque cavalier veut avoir une partie de son lit avec lui. Le pauvre cheval a sur lui non seulement le cavalier, mais aussi une couverture ouatée, un tapis, et deux gros sacs avec le fourrage et les provisions. Pour la plupart, les cavaliers marchent à pied et traînent après eux leurs chevaux. Ils ne pourraient attaquer ni fuir qu'après avoir jeté tout le superflu par terre.

Un courrier expédié par le fils de Roknou-Doulète pour son père, apporta la nouvelle de l'entrée du prince Imam-Verdy-Mirza à Kazbne, à la tête de 4,000 hommes de cavalerie et 7 pièces d'artillerie.

Notre camp commence à preudre un aspect plus militaire qu'il ne l'a eu jusqu'à présent. Le kaïmakam, qui se croit être un juge tout aussi compétent en matière de tactique qu'il est habile diplomate, avait conseillé de : mettre un canon à chacun des quatre angles du campement, et de disposer les détachements d'infanterie de manière à ce qu'il s'y trouvât trois rangs de soldats, placés les uns derrière les autres, le dos tourné vers les plaines environnantes et les yeux vers le centre du camp où se trouvent les tentes du roi ! Il nous racontait tout cela avec le sérieux d'un homme convaincu de l'importance de la mesure proposée.

« Dans ce cas, défendez-leur de tirer, répliqua un Européen, car toutes les balles iront se croiser à l'endroit même où est l'alatchik (tente en feutre) de S. M. et le vôtre.» Le kaïmakam ne répondit rien, mais il n'insista plus sur l'exécution immédiate de son plan. La plaine est couverte d'un pied et demi de neige. Chacun de nous a un braséro (*mangal*) rempli de braise au milieu de sa tente.

XXII.

Ville de Sultanié, 27 octobre.

Avant le lever du soleil, 31 degrés de Farenheit et à onze heures du matin il n'y avait plus de neige; elle a été fondue par une chaleur printanière. Dans le ruisseau qui traverse les prairies de la plaine, nous avons trouvé beaucoup d'oies sauvages, de canards et de bécassines, addition importante à nos provisions de bouche, consistant principalement en poules.

Le général Simonich, ayant appris l'ordre donné à sir H. Béthune de marcher en avant avec 18 canons et un demi bataillon de serbazes, a fait remarquer au kamaïkam toute l'imprudence d'une mesure qui éparpillerait nos soldats déjà si peu nombreux, en isolant en même temps le camp royal et l'exposant à la possibilité d'être enlevé par un hardi coup de main. Le plan que l'ambassadeur proposa et qui fut adopté fut de concentrer nos troupes autour du chah. Quelques centaines de cavaliers seront envoyés en en éclaireurs. Toute l'artillerie et cinq bataillons de serbazes formeront l'avant-garde, le reste de l'infanterie l'arrière-garde du roi. Les derrières seront couverts par toute la cavalerie; sur les flancs on établira des piquets. Au reste, plus nous approchons de la capitale, moins l'éventualité d'un engagement sérieux devient probable.

Nous ne rencontrons que des populations calmes et soumises partout. D'après les nouvelles venant tous les jours de la capitale, le prétendant n'est pas en mesure de nous résister malgré l'insuffisance des ressources dont nous disposons.

Le château de Sultanié, car c'est entre son enceinte et la ville que nous campons, menace déjà ruine. Fetkh Ali chah, qui l'a fait construire, venait souvent y faire la chasse aux gazelles. On raconte une aventure arrivée ici à Hadji ali Riza, l'eunuque et une des plus jolies danseuses du harem royal, surnommée *Muchtéri*, ou « la planète de Jupiter. »

L'eunuque, aujourd'hui le dos voûté par les infirmités et la figure ridée comme l'épiderme d'une pomme pourrie, était alors jeune et beau; la planète n'avait que seize ans : Ils s'étaient pris d'une passion violente l'un pour l'autre. Pour ceux qui ne sont pas initiés aux secrets de la toilette d'une femme élégante de Téhéran, il faut savoir que laide ou jolie, vieille ou jeune, il faut qu'elle commence sa journée par aller prendre un bain. Là elle se fait teindre la plante des pieds, les paumes des mains ainsi que les ongles en rouge avec du *hèna*; sa chevelure y est également peinte en noir et bouclée. Il lui faut plus d'une heure pour embellir sa figure : les sourcils sont couverts d'une couche épaisse d'indigo bleu, de manière à former un arc dont le milieu s'affaise au dessus du nez et dont les deux bouts s'appuyent sur les tempes. Sur le front et sur les joues on fait coller des mouches noires ou faites en poudre dorée. Ensuite viennent les bijous et la robe.

Or, il arriva un jour que Fetkh Ali Chah, parti pour la chasse avant l'aube du jour de son château de Sultanié, y revint de meilleure heure que de coutume. Entré dans le boudoir (*khabgah*) de Muchtéri, il la trouva tranquillement assise dans un coin, et fort occupée à une broderie, tandis que l'eunuque Hadji Ali Riza se tenait respectueusement debout près du rideau de la porte, les deux mains croisées sur la poignée de son poignard, comme si de rien n'était. Cependant le chah, en examinant de près la figure de sa belle danseuse, vit qu'une partie du bleu des sourcils en était enlevé, et qu'une tache de la même couleur se trouvait sur la joue de l'eunuque. En présence de pareilles pièces justificatives, il était inutile de feindre. L'un et l'autre avouèrent qu'ils s'étaient embrassés. Le chah fit apporter la *felaqué*, terrible instrument de supplice, où les coupables, étendus sur le dos, et les deux pieds pris entre deux plateaux, subirent la peine de la bastonnade. C'est Muchtéri elle-même qui, par l'ordre du chah, fit l'office de bourreau de son amant. On rit beaucoup de la mésaventure, et, comme au bout du compte il ne pouvait y avoir rien de préjudiciable aux intérêts de l'époux dans l'amourette d'un eunuque, la chah pardonna.

(*La suite prochainement.*)

— Les étrangers que les vacances font affluer à Paris voudront assister demain au jeu des grandes eaux et visiter les belles promenades du parc de Saint-Cloud. C'est aussi dimanche que commence la fête qui attire pendant trois semaines un nombre considérsble de promeneurs. Le chemin de fer, rive droite, aüra un service spécial, rue Saint-Lazare, 124.

coupable d'impartialité, et donner ainsi un encouragement à l'oligarchie coloniale, dont les progrès et les passions poussent à une épouvantable catastrophe!

Les conjonctures sont pressantes cependant. Il est temps que l'on mette un frein aux violences légales de certains hommes, qui font servir leur autorité à satisfaire leurs rancunes personnelles. A la Guadeloupe, près de 150 détenus politiques sont retenus préventivement sous les verroux! L'irritation est extrême, et les provocations incessantes des agents de la réaction multiplient les duels au point de faire craindre une conflagration générale.

Pour donner une juste idée de l'état des esprits, nous croyons devoir mettre sous les yeux de nos lecteurs les extraits suivants de notre correspondance :

Pointe à Pitre, 10 août.

..... « Un article du *Progrès*, qui rapportait une scène passée au Lamentin, ayant éveillé les susceptibilités de M. Laquintinie fils, qui se trouvait désigné, ce jeune homme envoya ses amis pour demander une rectification.

» On était presque d'accord quand l'intervention d'autres personnes qui voulaient la rédiger dans des termes insultants pour le journal et pour M. Roux Beaufort, rédacteur en chef, vint tout remettre en question. Au milieu de tous ces pourparlers et à la suite de quelques mots assez vifs échangés entre un blanc, M. Delrieux et M. Célicourt Réaux, mulâtre, une rencontre dut avoir lieu presque immédiatement. Ces messieurs se battirent, comme on se bat chez nous, vous savez, à longueur de mouchoir avec un seul pistolet chargé. M. Delrieux fit feu le premier, mais son arme n'étant qu'amorcée mettait sa vie à la merci de son adversaire, quand celui-ci tira en l'air en disant : Voici ma réponse à ceux qui nous accusent de vouloir le sang des blancs!

» Cette affaire terminée paraissait devoir ramener le calme, on avait même parlé de réconciliation; malheureusement le lendemain arrivent les Lamentinois en grosses casaques et armés pour rechercher Roux Beaufort sur lequel ils voulaient se venger. Ils le rencontrèrent dans la rue accompagné de quelques amis et allaient se précipiter sur lui, ce qui eût amené une lutte terrible, car la population s'était rassemblée, quand l'autorité, aidée par des sages conseils donnés à nos amis, parvint à rétablir l'ordre.

» Un autre duel projeté pour le dimanche, 29 juillet, a failli allumer la guerre civile dans nos rues. Si le combat avait pu avoir lieu et qu'un des champions eût été tué, il est impossible de prévoir ce qui en serait résulté.

» Le terrain était occupé par près de 3,000 personnes de tous les partis, munies de bâtons ou d'armes cachées. Heureusement, l'autorité put conjurer l'orage en dirigeant sur le lieu du combat un piquet de gendarmes et en faisant faire des patrouilles dans la rue des Abymes. Par sa modération, le lieutenant de gendarmerie a su prévenir des désordres, et aucun trouble ne s'est produit de ce côté. Sur la place de la Victoire, les choses se passaient autrement. Les partisans de la résistance s'étaient réunis par groupes armés sur l'une des allées de cette place, et par leur attitude semblaient vouloir provoquer une manifestation hostile pour livrer ensuite leurs adversaires à l'action répressive du gouvernement. Ces *honnêtes gens* sont décidés à tout faire pour prouver qu'il existe un complot parmi nous; tout, jusqu'à une émeute!....... On n'y réussira pas, nos amis sont avertis. La voix salutaire du *Progrès* éclaire sans cesse ceux qu'on voudrait entraîner, pousser dans un guet-apens. Cinq ou six nègres et mulâtres ont été seulement victimes de cette machination.

» Les duels continuaient à se produire dans une proportion effrayante, quand le gouverneur crut devoir prendre des mesures extraordinaires pour les empêcher. Celui qui devait avoir lieu entre M. Dupré, blanc, et M. Beauchamps, mulâtre, a été empêché par la vigilance et la fermeté du commissaire central, envoyé dans nos murs à l'occasion des derniers troubles. Nous devons à sa présence la tranquillité dont nous jouissons; mais il est le point de mire de toutes les attaques des réactionnaires, qui ont juré sa perte et celle du petit nombre de mulâtres qui sont encore fonctionnaires.

Nous ne savons pas quand seront jugés les prisonniers qui encombrent les geôles de la Basse-Terre et de la Pointe. Nous nous attendons à les voir condamner, sans même être défendus! Quel est l'avocat qui voudra se dépouiller de l'esprit de sa caste pour remplir ce devoir? Déjà le *Progrès*, attaqué à l'occasion d'une réclamation peu fondée, n'a pu trouver un conseil. M. Semac, le gérant, est en ce moment appelé en cour d'assises pour un procès intenté par le commissaire de police Turlet, et je doute qu'il ait un défenseur, à moins qu'il ne lui soit donné d'office.

« Que dites-vous d'un pareil état de choses? Pensez-vous que nous puissions vivre avec sécurité dans un pays où tout ce qui se passe depuis deux mois nous prouve que nous n'avons aucun appui à espérer des principaux chefs de service, où la justice est un instrument de parti. Ah! si vous ne nous venez pas en aide, si vous n'appelez pas, sur les faits que je vous signale, l'attention publique, c'en est fait de notre malheureuse colonie!

» Devons-nous désespérer de la justice de la France? »

A la suite de ces événements, le gouverneur de la Guadeloupe, M. Fabvre, a publié une proclamation, dans laquelle il déclare, après avoir fait appel à tous les partis, qu'au besoin il saura faire respecter son autorité. A cela, le *Commercial*, organe de la faction rétrograde, répond en ces termes : « La colonie ne peut accepter la solidarité de ces avertissements débonnaires, dans lesquels on confond les hommes d'ordre avec les anarchistes, sous ces vagues dénominations de *partis*.....

«Des partis! oui, il y en a un, un seul ici; et avec lui la conciliation n'est pas possible... Avec ce parti point de transaction. *C'est un combat à outrance que nous lui livrons; et si l'autorité locale persiste* A SE PLACER ENTRE NOUS ET LUI, *forts de l'appui moral que nous trouvons dans les grands pouvoirs de l'Etat, nous continuerons à lutter sans elle et malgré elle.* »

Voilà les enseignements des amis de l'*ordre!* C'est ce même journal qui poursuit M. Babeau, commissaire central, pour avoir arrêté MM. Dupré et Richard au moment où, montés dans une embarcation, ils partaient pour se battre en duel avec des jeunes gens de couleur. Les derniers numéros de cette feuille *modérée* sont remplis de détails sur cette arrestation qualifiée d'*attentat !*

Pour compléter ce tableau, voici ce qu'on nous écrit de la Martinique :

Saint-Pierre, 7 août.

«La défaite de M. Bissette à la Guadeloupe, loin d'avoir mitigé ses prétentions et l'entraînement de ses sectateurs, n'a fait que les accroître. On ne fait grâce ni aux fonctionnaires ni aux magistrats : c'est aux opinions qu'on fait la guerre. Ainsi, M. Level, procureur de la République, a été provoqué, insulté, menacé en pleine rue ; il aurait été battu s'il n'avait pris le sage parti de fuir ses aggresseurs.

» Le lendemain les bissettistes menacent d'aller enfoncer la prison pour délivrer quelques-uns des leurs; ils se réunissent sur la promenade en face du palais de justice; les cris séditieux de : *A bas Level! vive le maire!* se font entendre, et cette fois les meneurs ne se cachent plus, ils se placent en tête du désordre.

» Dans cette occurrence, M. Level, organe de la loi, croit devoir compter sur l'assistance et la protection de la force armée, mais le commandant militaire tremble devant les menaces ; il conseille à M. Level de donner sa démission, parce que, selon lui, ce magistrat n'est *plus possible*! Et qui donc l'a rendu impossible ?

» Tout contribue à servir l'influence de M. Bissette. Il tire parti de toutes les mutations qui s'opèrent dans la magistrature pour faire croire à son crédit. Il a acquis une telle puissance par ses manœuvres, qu'il peut disposer de tout : c'est l'anarchie la plus complète. Aussi ses partisans ne respectent-ils plus rien. Les duels commencent à se propager. Nous venons de perdre un ami précieux pour la cause de la démocratie : Me Faustin a été tué par un bissettiste. Enfin, nous sommes plus divisés que jamais.

» Le 4 août, l'*apôtre de la conciliation* a fait insérer dans le *Courrier de la Martinique* un article diffamatoire. Plusieurs personnes désignées ont adressé une réponse à ce journal ; quant aux fonctionnaires attaqués, ils ont porté plainte contre M. Bissette, et les pièces vont partir pour le ministère de la marine, afin qu'une demande en autorisation de poursuites soit adressée à l'Assemblée nationale. »

Nous ne terminerons pas cet exposé général sans faire remarquer combien le pouvoir se déconsidère aux colonies. Les excitations des prétendus amis de *l'ordre* contre les fonctionnaires qui ne partagent pas leurs opinions, les changements fréquents, les destitutions qui viennent frapper les hommes indépendants de la magistrature ou de l'administration avilissent l'autorité. Les meneurs de ces déplorables intrigues ne voient-ils donc pas qu'en détruisant ainsi le prestige et la puissance morale qui font la force du gouvernement aux Antilles, ils préparent leur ruine et celle de nos établissements d'outre-mer?

LES ANARCHISTES EN INDUSTRIE ET EN POLITIQUE.

Il s'est passé, il y a peu de temps, dans le domaine de l'industrie, un fait dont nous ne nous serions point occupés, s'il n'avait une signification importante au point de vue social.

Une fabrication dont le monopole des armateurs a longtemps menacé l'existence, l'industrie sucrière, a été mise en grand émoi par l'annonce d'un procédé merveilleux qui, affirmait-on, devait jeter une perturbation immense dans l'existence déjà si précaire des fabricants de sucre indigène. Un jeune chimiste, M. Melsens, avait, disait-on, découvert un mode de traitement de la betterave et de la canne à sucre qui permettait de retirer de ces végétaux, sans faire usage des appareils compliqués et dispendieux employés jusqu'à ce jour, la totalité du sucre qu'ils contiennent, et, circonstance digne de remarque, ce sucre devait être, du premier jet, de beauté et de qualité supérieures.

La nouvelle était d'autant plus terrifiante qu'elle semblait plus certaine; car elle était donnée par le gouvernement lui-même et le pouvoir n'avait dû parler qu'après expériences précises et décisives. Dorénavant le rendement de la betterave devait être augmenté d'un tiers et celui de la canne de moitié !

Nous le répétons, la nouvelle était terrifiante; et en effet elle terrifia, pour quelques jours, tous nos fabricants de sucre indigène. Si le procédé de M. Melsens donnait réellement tout ce qu'il promettait, les fabriques, qui valaient, avant sa découverte, un million, ne valaient plus maintenant que cent mille francs; celles qui valaient cent mille francs, ne valaient plus que dix, etc.

Le crédit fut altéré, la marche des opérations ralentie, le deuil général pris.

Et cette agitation s'en alla frapper, ici le négociant qui avait empilé des sucres dans l'espérance de les revendre à bénéfice; là l'agriculteur, qui avait ensemencé son champ de betteraves, destinées à son voisin le fabricant, lequel était sur le point d'être ruiné par cette découverte merveilleuse; plus loin l'ouvrier de la fabrique, et jusqu'à l'humble garçon de la ferme.

Or, qu'y avait-il d'exact dans l'annonce pompeusement faite par le gouvernement? à peu près rien; ou du moins, c'est ce qui semble résulter de tout ce que nous avons lu sur cette matière dans les journaux du Nord, spectateurs obligés des expériences faites pendant trois mois dans l'usine de M. Claës à Lembeck (Belgique).

M. Melsens n'emploie pas de noir animal ; il ajoute dans ses jus une substance qui paraît être du bisulfite de chaux. Au moyen de cette addition, il obtient des défécations parfaitement incolores ; son jus poussé jusqu'à la cuite, dans des chaudières à air libre, prend à peine la teinte ambrée, et la cristallisation des premiers sirops s'opère d'une manière très satisfaisante.

Voilà le beau côté de la médaille ; mais il y a un revers, et ce revers le voici :

Pendant l'évaporation des jus, il y a un dégagement si considérable de gaz acide sulfureux, que malgré une ventilation très active, il incommode très gravement les ouvriers.

Le sucre obtenu conserve une odeur sulfureuse tellement prononcée qu'il n'a pas paru, aux témoins des expériences faites dans l'usine de M. Claës, pouvoir être employé sans danger.

Ce même sucre a besoin, comme tout autre, d'être soumis à l'opération du raffinage, contrairement à ce qui avait été officiellement annoncé.

Toujours, contrairement à l'annonce, le procédé Melsens ne dispense point de l'usage des appareils compliqués et dispendieux employés jusqu'à ce jour.

Le rendement loin d'être augmenté, ainsi qu'on l'avait promis, paraît au contraire inférieur à celui obtenu par les anciens modes de fabrication.

Enfin l'emploi du bisulfite de chaux dans la fabrication du sucre est un vieux procédé qui remonte à quarante ans. En 1809, alors que le blocus continental forçait la France à se priver du sucre des colonies, le chimiste Proust employait le sulfite de chaux pour préserver de toute altération les sucs de raisins dont il extrayait le sucre. En 1836, M. Descroizilles conseillait aux fabricants de sucre des départements du Nord et de l'Aisne l'emploi du sulfite de chaux et leur fournissait ce produit chimique à un très bas prix ; mais ce procédé fut promptement abandonné comme gênant et sans avantage. En 1837, M. Stollé, de Strasbourg, signalait l'emploi du sulfite de chaux comme agent décolorant des sirops et comme pouvant remplacer le noir animal.

Donc si ce que disent les journaux du Nord du procédé Melsens est exact, c'est une vieillerie qui ne possède aucun des avantages dont l'avait gratuitement doté la pompeuse annonce du gouvernement.

Ceci constaté par le *Journal du Commerce d'Anvers*, par l'*Echo du Nord*, l'*Echo de la frontière*, etc., auxquels nous laissons la responsabilité de leur dire, le gouvernement ne pouvait se dispenser de revenir sur ses premières assertions : c'est ce qu'il a fait, il y a deux jours, dans une note insérée au *Moniteur*, et qui renferme un démenti formel à son premier rapport.

Ainsi l'incident est terminé; l'industrie saccharine est rassurée; elle va reprendre sa sérénité première, et cela durera jusqu'à nouvelle découverte.

En présence de ces faits, nous posons la question suivante : Si au lieu d'un procédé vieux et imparfait M. Melsens eût fait une découverte véritable; s'il eût trouvé le moyen d'extraire de la betterave la totalité du sucre qu'elle contient; s'il fût parvenu à faire du premier jet un sucre blanc, compacte et d'une pureté de saveur égale à celle des sucres raffinés, n'eût-il pas causé une perturbation immense parmi les populations dont l'existence est intimement liée à l'industrie du sucre indigène? Et cependant, serait-il venu à la pensée d'un seul homme de blâmer M. Melsens de ses travaux, de lui jeter l'injure à la face, et de le traiter en ennemi de la société, parceque l'application de sa découverte pouvait léser certains intérêts, anéantir de vieilles routines? Non, sans doute. Pourquoi donc ce que personne n'oserait faire dans le domaine de l'industrie, tant de gens se le permettent-ils dans le domaine politique ou social? Qu'un penseur après avoir constaté les vices de notre organisation sociale, vienne proposer les réformes qu'il croit utiles au bonheur de ses semblables, et aussitôt, de toutes parts, il s'élève contre lui un concert de malédictions et de menaces qui le font souvent reculer dans son œuvre.

Il est pourtant une vérité incontestable, c'est que tout progrès soit dans le monde matériel, soit dans le monde moral, cause une perturbation dont les privilégiés, les routiniers ou les ignorants seuls se plaignent. Si la découverte porte bénéfice pour l'humanité, la société doit passer outre et fermer l'oreille aux plaintes et aux vociférations : qu'importe la destruction des privilèges et des monopoles, ce sont les nations qui profitent; tous les intérêts individuels doivent leur être sacrifiés. L'économie d'une société est comme celle d'une grande fabrique : le meilleur procédé pour elle, c'est l'organisation sociale qui lui épargne le plus de main-d'œuvre et qui augmente le plus sa production, sa richesse. Comme l'inventeur d'un bon procédé industriel, le philosophe qui, cherchant à guérir les maux de sa patrie, découvre des moyens plus parfaits de gouverner les hommes, mérite à juste titre la reconnaissance et la considération de ses concitoyens.

Les réformes sociales sont, dans l'ordre moral, des procédés nouveaux qu'il faut absolument examiner; il y a inintelligence et barbarie à repousser ceux qui consacrent leurs veilles à la solution de tous ces problèmes.

En terminant, qu'il nous soit permis de nous étonner que le gouvernement, d'ordinaire si rebelle quand il s'agit de prêter appui aux inventeurs de l'industrie, soit sorti cette fois de sa réserve, et se soit chargé de donner au procédé Melsens un si grand retentissement. Faut-il ajouter foi aux motifs que l'on donne d'une telle conduite? On affirme que ce patronage du gouvernement est dû à l'influence d'un illustre membre de l'Académie des sciences, jadis professeur de M. Melsens!

Toujours l'abus des influences, comme sous la monarchie.

POLOGNE.

VARSOVIE, le 3 *septembre*. — Les journaux d'aujourd'hui ont publié l'ordre suivant de l'empereur à l'armée :

« Mes enfants,

» Dieu a béni votre zèle, votre bravoure, votre persévérance au milieu des fatigues et des combats. Vous avez rempli votre devoir, mes enfants, et la révolte est étouffée. Là où l'ennemi a osé vous attendre, vous l'avez vaincu, et en le poursuivant pas à pas, vous avez été témoins d'un événement bien rare : toutes les forces ennemies ont mis bas les armes devant vous, se soumettant à discrétion. Deux mois ont suffi pour prendre 150 drapeaux et étendards, près de 400 pièces de canon, pour faire déposer les armes à 80,000 insurgés. Honneur et gloire à vous, honneur et gloire à votre chef victorieux. Vous vous êtes montrés, comme toujours, dignes du nom de l'armée victorieuse russe. Je vous en remercie tous et chacun en particulier. Je suis content de vous, je suis fier de vous.

» Varsovie, le 2 septembre 1849.

« NICOLAS. »

— Le maréchal Paskiewicz est comblé d'honneurs. Il n'est pas descendu au château royal, sa résidence ordinaire, mais à la *Maison blanche*, attenante au palais de Lazienki, où il a été reçu par le grand duc héritier, entouré d'une suite brillante. Le lendemain le grand duc remplissait auprès de lui les fonctions de maître des cérémonies, en lui présentant tous les généraux et tous les officiers supérieurs de la garde impériale. Plusieurs généraux russes sont revenus de la Hongrie avec le maréchal Paskievicz.

— On écrit de Posen, 5 septembre :

« Les soldats du quatrième régiment d'infanterie, en garnison à Bydgosé, pour la plupart recrutés dans les environs de Dantzik, n'aiment pas les soldats des autres armes, et ils continuent à se battre avec eux partout où ils les rencontrent. Ils ont tué l'un de ces jours un artilleur et un soldat du 21e régiment d'infanterie. On a été obligé d'interrompre les manœuvres que les deux régiments faisaient ensemble; car les soldats du quatrième régiment chargeaient leurs fusils de pierres, et blessaient les soldats de l'autre régiment pendant les exercices à feu. »

— Le gouvernement prussien a voulu honorer les massacres que l'armée prussienne a commis en 1848 dans le grand-duché de Posen, en faisant ériger un monument à Xionz, pour commémorer ses hauts faits.

Le monument a été fondu à Berlin et transporté à Xionz; le propriétaire de cette ville s'étant refusé de le faire placer sur ses terrains, l'autorité a demandé des instructions sur ce qu'elle devait faire dans ce cas imprévu. Toujours est-il qu'il est de la plus grande imprudence de faire perpétuer par un monument la mémoire des faits déplorables qui ont attiré sur cette localité tant de malheurs et qui ne font honneur ni au gouvernement de la Prusse, ni à l'armée prussienne.

— Nous lisons dans une correspondance de Posen insérée dans la *Gazette d'Augsbourg* :

Une grande et générale inquiétude a régné dans notre ville depuis qu'on a reçu de Berlin, par nos députés de la seconde chambre, la nouvelle que le ministère était décider à supprimer le grand-duché de Posen comme province séparée, et de la partager entre les provinces avoisinantes de la Prusse occidentale, du Brandebourg et de la Silésie.

Ce sont les députés allemands de Bromberg qui ont suggéré au ministère ce projet en lui faisant accroire que ce partage serait le meilleur moyen de prévenir toutes les tentatives nationales des Polonais. Bromberg et le district de Notetz doivent être réunis à la province de la Prusse occidentale; les contrées frontières du côté de la ville de Meseritz appartiendraient à la province de Brandebourg, et les autres parties du grand duché, qui devaient être réorganisées pour appartenir à la confédération allemande, seraient réunies à la Silésie, notamment à la régence de Breslau et à une nouvelle régence qu'on organiserait à Posen. Quelques districts orientaux de la province, qui étaient destinés à ne pas appartenir à l'union allemande, recevraient une administration distincte qui serait établie à Gnesen.

Si ce projet obtient son exécution, la ville de Posen, capitale actuelle du grand-duché, qui compte 42,000 habitants, perdrait la moitié de ses autorités et peut-être la moitié de sa population. Effrayée de cette combinaison si désastreuse, l'autorité municipale a convoqué une séance extraordinaire pour délibérer sur les moyens de prévenir ce malheur. On croit que ses efforts seront infructueux. La ville de Posen sera une ville allemande, et y gagnera de devenir pauvre. Voilà le triomphe des Allemands de Posen!

HONGRIE.

D'après les dernères nouvelles, il paraît certain que les principaux chefs de l'insurrection hongroise avec Dembinski, Bem et seize autres officiers polonais sont gardés par le pacha de Widdin. Ce pacha a envoyé à Constantinople un courrier pour demander s'il doit les livrer à l'Autriche. Un commissaire turc, accompagné d'un attaché à la légation autrichienne, a visité leurs bagages pour voir s'ils n'emportent pas les insignes royaux hongrois. On craint d'autant plus pour leur sort qu'en vertu des traités entre l'Autriche et la Turquie, la première se croira en droit de réclamer leur extradition.

— Deux mille officiers qui ont servi dans l'armée hongroise doivent être incorporés à l'armée autrichienne comme simples soldats.

— La garnison de Comorn compte encore 12,000 à 14,000 hommes qui sont tous pleins d'énergie et qui ne songent qu'aux nouvelles victoires des Hongrois. La forteresse abonde en munitions de guerre et en vivres.

—Les officiers autrichiens envoyés à Peterwardein pour engager la garnison à capituler sont revenus sans avoir obtenu aucun résultat. Pendant trois jours on y a délibéré, et le quatrième on a répondu que les officiers étaient disposés à se rendre, mais que les soldats ne voulaient entendre parler d'aucune capitulation. C'est surtout le régiment don Miguel qui s'oppose le plus à la reddition de la forteresse. On a toutefois engagé un lieutenant et quelques soldats à se rendre au quartier-général pour prendre connaissance de la véritable situation de l'armée hongroise.

AUTRICHE

VIENNE, 4 *septembre*. — D'après le dernier rapport de la banque nationale autrichienne, son numéraire n'est que de 27,510,966 florins, tandis que ses billets en circulation s'élèvent à la somme de 59,349,940 florins.

— On a répandu à notre bourse le bruit que la garnison de Komorn avait fait une nouvelle sortie. Si le fait est vrai, ce serait une violation de l'armistice conclu jusqu'au 4 septembre.

— Le *Correspondant autrichien* assure que la lettre de Gœrgey, adressée au général Klapka pour l'engager à capituler, est controuvée.

— On assure que le ministère est unanime pour accorder à la garnison de Komorn une amnistie entière, comme le seul moyen d'arriver le plus tôt possible à l'occupation de cette forteresse.

— Le bruit courait à Vienne qu'un comité composé d'officiers de divers rangs, formé à Komorn, s'oppose à la reddition de la forteresse, et qu'il a fait arrêter le général Klapka.

ITALIE

Piémont. — TURIN, 4 *septembre*. — La chambre des députés devait entamer hier la discussion sur le rapport du député *Ceppi*, relatif à l'aliénation des rentes, ainsi que sur le rapport du député *Brofferio* relatif aux évêques d'Asti et de Turin. Ces deux discussions ont été renvoyées au lendemain.

GÊNES, 2 *septembre*.—Le vapeur Colombo qui a jeté l'ancre dans notre port avait pour passagers Morosini, président de l'assemblée vénitienne, Angelo Papadopoli, Comello, l'avocat Varre, secrétaire de l'Assemblée, Mircoviz, et beaucoup d'autres Vénitiens, sans compter des émigrés des autres parties de l'Italie. Tous ces infortunés ont oublié leurs angoisses en mettant le pied sur ce coin d'une terre italienne, où brille encore le drapeau national qu'ils saluèrent avec enthousiasme aussitôt qu'ils furent en vue du port. C'était jour de fête, la bannière italienne flottait sur la tour du palais et sur les mâts de tous nos vaisseaux. Je ne peux vous dire quel soulagement ce spectacle apportait à leurs misères.

Parme. — Notre duc, qui a nom Charles III, a publié trois décrets à l'occasion de son heureux retour.

Le premier accorde à trois personnes et à leurs enfants le droit de retourner et de séjourner dans ses Etats, et fait remise de leur peine à tous ceux dont la condamnation ne s'étend pas au delà du terme de trois mois.

Le deuxième accorde un pardon général aux officiers et soldats prévenus ou condamnés pour crime de désertion.

Le troisième contient plusieurs nominations dans l'ordre de Saint-Georges.

Lombardie. — MILAN, 1er *septembre*. — Il arrive ici à tout moment des soldats lombards qui étaient au nombre des défenseurs de Venise. Ils sont dans un état affreux. Il est impossible d'entendre, sans la plus vive pitié, le récit de leurs souffrances, de leurs privations ; et cependant ils bénissent encore les jours où ils défendaient cette noble cité, et n'ont rien perdu de leur ardeur. Ils sont encore

revêtus de l'uniforme, défiguré néanmoins, du gouvernement vénitien.

On prétend que l'état de siége doit être levé. Le maréchal Radetzki serait nommé lieutenant général du royaume lombard-vénitien, avec quatre ministres italiens, jusqu'à l'organisation définitive. On parle aussi de Constitution. Il est difficile de croire que l'Autriche en vienne là.

Vénétie. — VENISE. — Les journaux allemands veulent profiter de l'occasion où Venise est accablée par les forces de l'Autriche pour que le port franc soit aboli. On met en avant la contrebande considérable qui se fait au moyen de la facilité des communications et autres belles raisons de la même nature. Le secret de tout cela c'est que l'on veut favoriser Trieste, déjà comblée de tant de faveurs aux dépens de Venise. Ce sera pour la première de ces villes un don de joyeux avénement. Qu'il en soit ainsi. L'Autriche n'est que campée en Italie. Plus elle fera de mal, plus elle froissera les intérêts, plus sa chute sera prochaine.

Etats romains. — ROME, 29 *août*. — Tout le bruit qui s'est fait à Rome tenait à bien peu de chose, une simple question d'étiquette. Le général Rostolan exigeait que le triumvirat des cardinaux lui rendît sa visite, et les cardinaux, qui autrefois avaient le pas sur les princes, ont été, bon gré mal gré, obligés de céder à cette prétention, qui autrefois eût semblé exorbitante. Cette leçon devrait leur ouvrir les yeux et leur apprendre que nous ne sommes plus aux temps des Boniface.

Il paraît que le général Rostolan a fait un accueil peu favorable à monseigeur Savelli, et que celui ci, ainsi que le triumvirat, parlent en termes fort irrévérencieux de tous les officiers français.

Les directeurs de théâtre ont reçu l'ordre des Français de ne soumettre leurs pièces qu'à la censure française ; le vicariat a réclamé ; de sorte que le pauvre directeur se trouve pris entre les Français qui exercent le pouvoir aujourd'hui, et les prêtres qui l'exerceront demain.

M. de Rayneval ne veut en aucune façon reconnaître la commission nommée pour rechercher tous les individus qui out fait un acte quelconque d'opposition. Cette commission est d'ailleurs composée de tout ce qu'il y a de plus vil dans l'ancienne police grégorienne.

Un certain M. Geoffroy, rédacteur de la *Revue des Deux Mondes*, employé au ministère des affaires étrangères, est arrivé ici avec des instructions peu favorables aux rétrogrades.

A chaque moment naissent des querelles pour le change des billets de banque. Il règne une misère, un désœuvrement sans égal. Les vivres se vendent à un prix exagéré.

Le général Oudinot s'est un peu trop occupé des honneurs rendus à sa personne, et je suis loin d'admettre tout ce qui s'est fait pour ce monsieur. Qu'aurait on pu faire de plus pour Napoléon, vainqueur de l'Europe ? Peut-être il eût mieux voulu songer à ces pauvres soldats qui, pendant deux mois, ont couché en plein air sur la paille.

Aujourd'hui on doit juger pour la seconde fois Cavanna, colonel des carabiniers. Il a été condamné aux galères à vie ; on craint qu'il ne soit condamné à mort. C'est pour avoir prononcé quelques paroles de mépris contre le pape qu'il a encouru cette condamnation. Il doit comparaître devant un tribunal composé de juges français.

30 *août*. — On prétend que les Français font imprimer ou laissent imprimer un article du journal des *Débats* sur la question romaine, et qu'ils veulent lui donner une grande publicité. On m'assure encore que l'on va imprimer une lettre du président de la République à Ney son aide-de-camp. Cette lettre je l'ai lue, et elle corrobore l'article du journal des *Débats* ; je m'en procurerai une copie et vous la ferai passer avec cette lettre.

Le différend qui existait entre le général Oudinot et le triumvirat semble terminé. Le général a obtenu pleine et entière satisfaction ; mais la question politique est toujours dans le même état, et aussi palpitante aujourd'hui qu'hier. M. de Rayneval doit partir aujourd'hui pour Naples. Hier soir il a envoyé une estafette à M. de Corcelles. Il n'a pas pu obtenir que le triumvirat révoquât son édit quant à la commission d'inquisition rétrospective, ce qui compromet beaucoup l'harmonie entre les autorités françaises et les autorités romaines.

On pense que si la cour de Gaëte n'écoute pas les conseils de la douceur et de la clémence, tout cet échafaudage grégorien pourra bien tomber à l'eau.

Que tout ce que l'on dit à cet égard soit vrai ou exagéré, il n'en est pas moins vrai que tout ce qui se répand dans Rome, que le langage des officiers et des soldats contre les abbés, portent un coup mortel à la puissance temporelle des papes, qui ne pourra peut-être plus se relever.

Les deux mois de gouvernement clérical, par lesquels nous avons passé, ont fait mille fois plus de tort à l'autorité pontificale que les cinq mois de république.

Nous sommes à la fin du mois, et il n'y a pas d'argent dans les caisses. M. Galli, ne payant plus rien, et mettant en circulation le reste des bons laissés par la République, disait : Je suis à bout d'expédients. Les dividendes qui viennent à échéance en octobre ne seront pas payés. Le crédit financier se relève dans le même genre que le crédit politique.

ILES BRITANNIQUES.

Angleterre. — LONDRES, 7 *septembre*. — *Midi*. Consolidés ouverts à 92 1[2 5[8 au comptant et pour compte. — *Trois heures*. Ferment à 92 1[2 pour compte.

— Mme Heald (Lola Montès) est de retour en Angleterre pour se présenter au terme indiqué pour son procès.

L'association des travailleurs

De toutes les professions et de tous les pays, à la presse socialiste.

Citoyens Rédacteurs,

Depuis quelque temps les journaux de la réaction ne cessent de déverser sur les associations ouvrières le blâme et la calomnie ; certains organes se sont faits les dénonciateurs de faits inventés dans leurs bureaux de rédaction ; nous venons réfuter quelques-unes des erreurs volontaires de nos adversaires.

Nous ne contestons pas que des hommes, souvent étrangers aux affaires commerciales, dépourvus de capitaux, aient rencontré des obstacles sans nombre pour fonder des établissements, qui sont devenus les premiers de la capitale par l'affluence de monde qu'ils attirent.

Nous ne nions pas non plus que beaucoup d'associations ne soient dans la gêne ; mais cette situation n'est que momentanée, et tient à ce que toutes ont commencé avec des ressources insuffisantes, et qu'elles ont été entraînées à des frais considérables de premier établissement, à des avances de marchandises nécessitées par le développement rapide de leurs opérations. Néanmoins, le matériel leur manque encore, et cela, joint à la nouveauté d'une organisation aussi compliquée que le comporte une nombreuse association, a quelquefois occasionné un peu de confusion, mais cette confusion disparaîtra certainement avec le temps. Du reste, les entreprises commerciales et industrielles ordinaires nous offrent de semblables exemples ; l'ordre et la prospérité ne règnent pas dans tous les établissements particuliers : les faillites, les procès civils et criminels l'attestent chaque jour.

Ainsi donc, en dépit de nos détracteurs, il restera toujours ce fait incontestable que par l'association on peut avec rien, et par le zèle et le travail seulement fonder des établissements qu'un individu isolé ne pourrait créer même avec des capitaux considérables, et une habitude consommée. Au point de vue politique et social, l'importance des associations est encore bien plus grande, car malgré leur imperfection elles ont posé les premiers jalons de *l'affranchissement* des *travailleurs* et de *l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme*, et fermé la porte aux révolutions violentes.

Voilà la cause réelle de la haine que les journaux monarchiques portent aux associations ouvrières, et pourquoi elles sont le cauchemar des privilégiés et des spéculateurs.

Les adversaires du socialisme emploient tous les moyens pour détruire le principe de l'association ; tout leur est bon pour arriver à leur but : entraves illégales, calomnies, dissolvants introduits dans l'intérieur des établissements... Laissons-les faire... Travailleurs, marchons en avant ! le droit, la justice, l'avenir sont pour nous.

AVIS IMPORTANT.

MM. les abonnés des départements dont l'abonnement est expiré sont invités à le renouveler s'ils ne veulent pas éprouver d'interruption dans la réception du journal.

Par suite d'arrangements pris entre l'administration du NATIONAL et notre administration, nos abonnés ont reçu le NATIONAL pendant la durée de la suspension de la TRIBUNE DES PEUPLES, en conséquence les abonnements à notre journal ont continué à courir comme si la TRIBUNE DES PEUPLES avait continué à paraître.

Les conditions de l'abonnement sont pour les départements et l'étranger, 32 fr. par an, 16 fr. pour six mois et 8 fr. pour trois mois.

AVIS AUX MARCHANDS DE JOURNAUX DES DÉPARTEMENTS.

Les demandes de numéros non accompagnés de paiement sont considérées comme non avenues. L'administration de la TRIBUNE DES PEUPLES cessera tout envoi de numéro lorsque les abonnements au numéro ne seront pas renouvelés.

On trouve des numéros de la TRIBUNE DES PEUPLES :

A MARSEILLE, chez M. DEIDIER fils, Troisième Calade, n. 4.

A BORDEAUX, chez M. DIEFENBACH (Mathias), allée Tourny, 4, Salon du Frotteur.

NOUVELLES DIVERSES.

Le *Moniteur* d'aujourd'hui n'a pas de partie officielle.

— Il y a eu un long conseil de ministre aujourd'hui. Nous nous abstenons de mentionner les bruits que les faiseurs de nouvelles font ; ils nous paraissent prêter à certains ministres une attitude trop nationale pour leur tempérament.

— M. de Falloux est arrivé aujourd'hui à Paris, et assistait au conseil des ministres.

— M. Edgar Ney, aide-de camp de M. le président de la République, venant de Rome, est arrivé à Paris.

— Les membres du corps diplomatique ont expédié aujourd'hui à leur cabinet respectif un courrier extraordinaire. On attribue ce mouvement à la lettre de M. le président de la République que nous avons reproduite hier matin.

— Un journal du soir dit que M. le général Changarnier prendrait le commandement d'une seconde armée des Alpes qui serait prochainement formée.

— On lit dans le *Moniteur du soir* :

Quelques journaux annoncent que les propositions du gouvernement français aux conférences de Gaëte viennent d'être rejetées ; cette assertion est dénuée de tout fondement.

D'autres journaux prêtent aux articles du *Moniteur du soir* un caractère qu'ils n'ont pas.

Le Gouvernement ne peut que reproduire ce qu'il a fait insérer déjà dans le *Moniteur* du 27 juillet dernier.

« L'opinion publique s'émeut quelquefois de certains articles publiés dans des journaux que l'on croit écrits sous l'inspiration du gouvernement.

» Nous devons déclarer que le gouvernement n'a pas d'autre organe officiel que le *Moniteur universel*. Il laisse tout entière aux autres organes de la presse, quels qu'ils soient, la responsabilité des bruits qu'ils répandent ou des opinions qu'ils soutiennent. »

(*Communiqué.*)

— Aujourd'hui, à dix heures et demie, les ministres se réunissaient au palais de l'Elysée. A onze heures le président de la République est arrivé de Saint-Cloud.

Il y a eu un long conseil, à la suite duquel les télégraphes ont activement fonctionné.

— Déjà M. le directeur des musées nationaux a signalé à l'indignation publique le vandalisme de misérables qui, admis à travailler dans les musées, s'amusaient à en dégrader les chefs-d'œuvre. Il paraît que cette sorte de vandales est plus nombreuse qu'on ne pense, et qu'elle a besoin d'être sérieusement surveillée. Les parapets du beau pont de Sèvres et des quais de Billy et des Champs-Elysées ; les balustrades de la place de la Concorde, tous les angles saillants du soubassement du magnifique hôtel du ministère de la marine viennent d'être mutilés à coups de marteaux. Honte aux hommes qui se sont livrés à ces actes honteux et criminels, et qui ne comprennent pas que nos monuments font la gloire de notre pays !

— Les gardes-nationaux du 1er bataillon de la 1re legion de la garde nationale de Paris sont convoqués pour le dimanche 16 du courant, à l'effet d'élire un chef de bataillon en premier.

La réunion préparatoire aura lieu, en conformité de la loi, le jeudi 13, dans le manége de l'école nationale d'état-major, rue de Grenelle-Saint-Germain.

Quant aux élections, elles auront lieu, pour la 1re section, rue Saint Dominique 188, et pour la 2e boulevard, des Invalides, no 32.

— Tous les jours, en ce moment, le chemin de fer du Nord apporte à Paris des centaines de superbes chevaux meklembourgeois, destinés à la remonte de la gendarmerie et de la garde républicaine à cheval.

— Des poursuites très actives sont incessamment exercées contre les directions théâtrales qui ne payent pas leurs contributions.

— Une compagnie vient de se former pour créer dans tous les quartiers de Paris des cabinets de lecture dans lesquels, moyennant 3 francs par mois, on pourra lire tous les journaux de Paris, des départements et de l'étranger.

— On fait en ce moment dans le lit de la Seine, près du Pont-Neuf, un forage artésien pour reconnaître la nature du terrain sur lequel des constructions vont être faites pour la reconstruction du quai Conti et le barrage du bras St-Michel, en voie de canalisation.

— La nouvelle légation toscane vient de s'installer rue Caumartin, no 3, à 50 pas du ministère des affaires étrangères.

— La douane est en train d'accorder ses marques à M. Sallandrouze et à ses associés psur transporter en Angleterre les objets qu'ils se proposent d'exposer à Londres le 15 octobre. Ces marques sont délivrées afin de pouvoir les faire rentrer sans droits en France, dans le cas où ils ne se vendraient pas.

— Les affaires sur la place du Hâvre sont on ne peut plus prospères. Les droits de douane perçus pendant le mois d'août s'élèvent à 2,400,000 fr. c'est à-dire de plusieurs centaines de mille francs de plus qu'en août 1847. Des masses prodigieuses de cotons bruts et de denrées coloniales y arrivent incessamment.

— Il y a quelques années, sur la demande du directeur du jardin des plantes, une somme considérable fut votée par les chambres pour acheter plusieurs arpents de terrains situés rue de Buffon et sur la rive gauche de la Bièvre, au midi du jardin des Plantes, afin d'y créer une école d'arboriculture devant former une annexe complémentaire au jardin des Plantes. Les terrains furent achetés, puis laissés en jachères. Aujourd'hui un entrepreneur de maçonnerie, M. Vautier, est en train de faire les murs de clôture et tout annonce que cette nouvelle école va s'organiser aux plantations prochaines, c'est à dire au mois de novembre.

— On commence à récolter les pommes de terre dans les environs de Paris. Ce précieux tubercule est sain et d'excellente qualité jusqu'ici.

— On commence à faire les semailles de seigle dans les environs de Paris. Vers le 15 on commencera celles des froments.

— La vaste salle de la nouvelle bibliothèque Sainte-Geneviève, place du Panthéon, étant peinte dans le goût pompéia, les menuisiers sont en train de poser les beaux corps de bibliothèque en menuiserie sculptée.

— Nos ouvriers menuisiers, les plus artistes et les plus habiles du monde (on a pu les juger par leurs chefs-d'œuvre à la dernière exposition), dressent en ce moment dans Ste-Eustache une belle chaire évangélique toute ouvragée et sculptée.

— C'est demain 9 qu'ont lieu, à Illiers (Eure-et-Loire), près Chartres, à 75 kilomètres de Paris, les courses de chevaux percherons, admirable race que la Société d'encouragement, fondée à Illiers, par les riches familles du Perche et de la Beauce, a entrepris de nous conserver en l'améliorant.

Un grand nombre de membres du Jockey-Club de Paris partiront aujourd'hui pour Illiers afin d'assister à ces curieuses courses.

— On écrit de Saint-Lys à la *Civilisation* de Toulouse :

« Je m'empresse de vous annoncer qu'un violent orage, accompagné d'une trombe d'eau, a éclaté le 4 au soir entre Seyguède et Saint-Lys. Cette dernière ville a été inondée ; un courant rapide qui s'est formé a emporté dans sa course les pailles et les fumiers de la commune, et jusqu'à des arbres qu'on était surpris de voir flotter avec leurs racines. Des brebis, des cochons et d'autres animaux, dit-on, ont été noyés à Seyguède, où le sinistre a pris naissance ; mais heureusement, jusqu'à présent, on n'a à regretter la vie de personne. Les vieillards de Saint-Lys n'avaient jamais rien vu de pareil.

— En prenant possession du fauteuil de la présidence au conseil général, M. Baze avait dit qu'il espérait que la session serait remplie par des améliorations réelles.

Voici sans doute une de ses améliorations réelles. De par la majorité du conseil général et de par M. Baze surtout, l'Ecole normale d'Agen est supprimée.

Selon cette majorité et son président, les écoles normales ont fait leur temps, elles ont fourni assez de sujets. La prochaine loi d'amour de M. de Falloux les supprimera toutes. Le conseil général ne fait que prendre les devants.

Ainsi, nous voila bien avertis, nous, qui avions la bonhomie de songer au progrès de l'instruction et autres utopies semblables ; à l'avenir, c'est au sein de l'école primaire elle-même, à côté de l'instituteur que se formeront les élèves maîtres : c'est-à-dire, que l'instruction primaire retombera dans l'immobilité et la routine la plus complète. Le successeur n'en saura jamais plus que le devancier. C'est l'ancien régime que l'on refait, non pas à petit bruit, mais tout haut et sans vergogne. M. de Falloux en sera content, mais le peuple ? (*Le Républic. de Lot-et-Gar.*)

— Le citoyen Schœlcher vient d'être élu représentant du peuple prr le Sénégal. On dit qu'il est déjà élu par l'Ile de la Réunion et de la Guadeloupe.

— Le sieur Rasquin, marchand épicier, rue de Vaugirard, 145, vient d'être victime d'un vol assez considérable. Hier, des malfaiteurs se sont introduits dans son logement, situé au-dessus de sa boutique, en ouvrant, à l'aide de fausses clés, ls porte d'entrée donnant sur l'escalier commun de la maison, et ils y ont soustrait notamment quatre montres en argent, trois montres en or et quelques autres bijous, plus une somme de trente-cinq francs. Aucun indice n'a jusqu'à présent mis l'autorité sur les traces des auteurs de ce vol. M. Rasquin estime le préjudice qui lui est causé à plus de huit cents francs. Il tenait beaucoup à ces objets, qui lui provenaient de diverses successions. Lors des événements de février et de juin, il les avait enterrés dans sa cave, et c'est depuis quelques jours seulement que, ne redoutant plus le succès des ennemis de l'ordre ni le pillage, il avait placé ses bijous dans son secrétaire, où ils ont été dérobés.

— On écrit de Madrid que la reine Isabelle vient d'accorder au général Changarnier le grand-cordon de l'ordre de Charles III. (*Moniteur du soir.*)

— M. Dumont, membre de la commission municipale de la ville de Paris et directeur des tontines, a envoyé au préfet de la Seine sa démission des fonctions de conseiller municipal.

— L'un de nos plus habiles peintres de paysage, M. Théophile Blanchard, vient d'être enlevé aux arts et à ses nombreux amis. Il est mort lundi dernier à Paris, à l'âge de 28 ans, d'une affection de poitrine.

Bourse de Paris du 8 septembre.

Avant la Bourse. — Il n'y avait que des offres ce matin au passage de l'Opéra. On montrait plusieurs lettres de Gaëte dans lesquelles on disait que le parti prêtre était exaspéré par suite de la lettre du président de la République et se promettait bien de ne rien céder. On prétendait en outre que l'ambassadeur d'Autriche à Paris avait pris ses passeports et avait quitté Paris. Le 5 0[0 était à peine de 88 45 à 88 50.

Bourse, une heure. — Au moment où la cloche a sonné, les agents de change sont restés plus d'une minute sans engager d'affaires ; la première offre sur le 5 0[0 a été faite à 88 85 au compjant, et ce cours a été immédiatement coté. On est resté quelque temps faible sur 88 65, 88 70, mais à deux heures un vif mouvement de hausse a fait monter à 89 20. On parlait beaucoup de l'article du *Constitutionnel* qui prétend que l'Autriche est d'accord avec la France au sujet de l'affaire de Rome. On en concluait que la question était arrangée, et qu'on ne s'était décidé à publier la fameuse lettre que pour se donner des airs de fermeté.

Deux heures. — Le cours de 89 20 a enfin amené des vendeurs ; on a rétrogradé à 89, mais la réaction n'a pas été de longue durée et l'on n'a pas tardé à reprendre vivement à 89 25.

Trois heures. — La hausse a continué jusqu'à la clôture ; on a monté à 89 40 au comptant, et à 89 50 à terme. On disait que non seulement les affaires de Rome étaient arrangées mais que le pape était même déjà rentré dans ses états.

La rente 3 0[0 a ouvert à 55 85 et a monté à 56 40 au comptant et à terme.

La Banque a monté de 7 50 à 2,365, les nouvelles obligations de la Ville de 2 50 à 1,175, les obligations de la Seine de 1 25 à 1,092 50, les jouissances des quatre canaux ont fléchi de 2 50 à 80, les jouissances de Bourgogne ont fait 60, la Caisse hypothécaire 132 50.

Les actions du Nord ont monté de 2 50 à 445, Strasbourg de 2 50 à 360, Nantes de 2 50 à 307 50, Rouen de 5 à 270, Bâle de 1 25 à 106 25, Vierzon de 2 50 à 320, Marseille a fléchi de 1 25 à 226 25.

L'emprunt ancien du Piémont a monté de 5 à 905, l'emprunt Romain était à 78 1[2, le 3 0[0 espagnol à 35.

Après la Bourse à quatre heures, le 5 0[0 89 25 offert.

VALEURS FRANÇAISES.

AU COMPTANT.	1er cours.	Plus haut.	Plus bas.	Dernier cours.	Clôture précéd.
5 0[0 j. du 22 mars.	88 85	89 45	88 80	89 40	88 80
4 1[2 0[0 j. du 22 mars.	» »	» »	» »	» »	80 »
4 0[0 j. du 22 mars.	» »	» »	» »	» »	72 »
3 0[0 j. du 22 déc.	55 90	56 40	55 85	56 40	55 80
Action de la Banque.	2360 »	2365 »	2362 50	2365 »	2365 »
Obligations de la Ville	1090 »	1092 50	1090 »	1090 »	1092 50
4 canaux avec prime.	» »	» »	» »	» »	1091 25
4 can., Act. de jouis...	80 »	» »	» »	80 »	82 50
Bourgogne, j. d'avril.	» »	» »	» »	» »	920 »
Bourgogne, Act. de j.	60 »	» »	» »	60 »	65 »
Caisse hypothécaire..	132 50	» »	» »	132 50	132 50
Mine de la Grand'-Combe.	» »	» »	» »	» »	» »
Zinc Vieille-Montagne	» »	» »	» »	» »	2800 »

VALEURS ÉTRANGÈRES.

Récép. de Rothschild....	» »	Belgique, Emp. 1840..	96 1[2
Emprunt romain.........	78 1[2	Belgique, Empr. 1842.	» »
Emprunt d'Haiti.........	» »	Belgique, Trois 0[0.....	» »
Espagne, dette active...	» »	Belgique, Banque (1835)	» »
Dette diff. sans intérêt..	» »	Deux 1[2 hollandais....	» »
Dette passive..............	» »	Empr. portugais 5 0[0..	» »
Trois 3 0[0 1841...........	35 »	Emprunt du Piémont..	905 »
Do Dette intérieure.......	» »	Lots d'Autriche..........	» »

	CHEMINS DE FER.	1er cours.	Dernier cours.	Clôture précédente
COMPTANT.	Saint-Germain,	430 »	430 »	430 »
	Versaille, R. D.	212 50	213 75	210 »
	Versailles, R. G.	172 50	172 50	172 50
	Paris à Orléans,	768 75	768 75	768 75
	Paris à Rouen,	537 50	540 »	540 »
	Rouen au Havre,	267 50	270 »	265 »
	Avignon à Marseille,	225 »	227 50	227 50
	Strasbourg à Bâle,	106 25	106 25	105 »
	Du Centre,	315 »	320 »	317 50
	Amiens à Boulogne,	» »	» »	» »
	Orléans à Bordeaux,	407 50	408 75	410 »
	Du Nord,	442 50	443 75	442 50
	Paris à Strasbourg,	358 75	358 75	357 50

L'un des Rédacteurs Gérant : ALPHONSE HERMANT.

SPECTACLES DU 9 SEPTEMBRE 1849.

THÉATRE DE LA NATION. —

THÉATRE-FRANÇAIS. — Le Verre d'eau, Passe-Temps de Duchesse.

OPÉRA-COMIQUE. — Le Caïd, Gilles ravisseur, le Muletier.

SECOND THÉATRE-FRANÇAIS. — La Jeunesse du Cid, le Trembleur.

THÉATRE-HISTORIQUE. — Le Chevalier d'Harmental.

VAUDEVILLE. — Le Congrès de la Paix, Sous le Masque, Pas fumée sans feu, Le Troisième numéro de la Foire aux Idées.

VARIÉTÉS. — Les Caméléons, Eva, les Parens de ma femme, Lorettes et Aristos.

GYMNASE. — Les Sept Billets, la famille Riquebourg, Quitte pour la Peur, Gardée à vue.

THÉATRE MONTANSIER. — Le Groum, un Oiseau de passage, la Femme qui a une jambe de bois, l'Almanach des 25,000 adresses.

PARIS. — Imprimerie centrale des chemins de fer de NAPOLÉON CHAIX et Ce, rue Bergère, 20.